

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEALCHROME

7 avenue de la Prospective
18000 Bourges

Références : VAT20250259
Code AIOT : 0010000028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement IDEALCHROME implanté 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue dans l'atelier de traitement de surface où seule la ligne « zinc bain mort » fonctionne lors de la visite, les lignes « zinc tonneau » et « phosphatation » sont à l'arrêt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEALCHROME
- 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010000028
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société IDEALCHROME a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié à poursuivre l'exploitation de l'atelier de traitement de surface situé avenue de la Prospective, sur la commune de BOURGES.

Par courrier du 1er février 2024, le préfet du Cher a pris acte du classement de l'installation de traitement de surface sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 et de la sortie du statut IED (non classée au titre de la rubrique 3260).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 7
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
2	Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.3.	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Périodicité du contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	VLE des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 38 et 57	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Systèmes de captation des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Consommation d'eau annuelle	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 8.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Zones de danger	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Demande d'action corrective	60 jours
11	Compatibilité des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
13	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
14	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.2.2.	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.6.2.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
16	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.6.2.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
17	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.4. et 8.1.1.	/	Demande d'action corrective	60 jours
18	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46 II	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
19	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	AP Complémentaire du 21/01/2008, article 2	/	Demande d'action corrective	60 jours
20	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 21/01/2008, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 8.3.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
22	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.13. & 8.2.3.1.	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM 31/01/2008 - Article 4 [...]</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an.</p> <p>AM 31/01/2008 - Article 7</p>

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
[...]

AM 09/04/2019 - Article 42

[...]

Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : L'exploitant n'a pas transmis la déclaration GEREPE des déchets produits.

L'inspection consulte la base de données GEREPE.

La déclaration réalisée pour l'année 2023 mentionne une quantité de 3,78 tonnes de déchets dangereux sous le code 110109* visée dans le constat précité.

Le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 est satisfait.

La déclaration GEREPE n'est complétée qu'à 80 % (statut en cours) pour l'année 2024 (dernière action le 23/04/2025). L'exploitant a déclaré 8 tonnes de déchets dangereux en 2024, il s'agit de boues et gâteau de filtration contenant des substances dangereuses (110109*).

La consultation de la base de données TRACKDECHETS révèle l'absence d'émission de BSD en 2024.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de bordereaux de suivi de déchets relatifs à l'élimination en 2024 de 8 tonnes de boues et gâteau de filtration contenant des substances dangereuses (110109*). L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration complète des données d'émissions polluantes et des déchets de l'année 2024 avant le 31 mars 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Transmission des données d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/05/2024

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : Les données d'autosurveillance des rejets dans l'eau ne sont pas transmises via l'application GIDAF.

Le défaut de transmission des données via GIDAF a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 18/01/2024 mettant en demeure l'exploitant de procéder à l'enregistrement depuis novembre 2021.

Les données d'autosurveillance ayant été enregistrées le 16 avril 2024 pour la période de novembre 2021 à avril 2024, le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 et l'article 1 de l'APMD du 18/01/2024 ont été satisfaits, ce qui avait été notifié par l'inspection à la préfecture du Cher.

Toutefois, aucune nouvelle donnée n'a été enregistrée depuis le 16/04/2024.

L'exploitant indique que les données sont enregistrées dans l'ordinateur du dirigeant (en arrêt de travail) dont les données ne sont pas accessibles lors de la visite.

Constat : Les données d'autosurveillance des rejets dans l'eau ne sont pas transmises via l'application GIDAF depuis avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Le matériel électrique est entretenu en bon état [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]</p>
Constats : <p>Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : le matériel électrique n'est pas entretenu en bon état.</p> <p>Documents consultés (transmis par courriel du 06/05/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rapport quadriennal de vérification périodique - vérification des installations électriques HT/BT selon le code du travail le 21/11/2024 par la société DEKRA ;- Compte rendu de vérification périodique Q18 du 21/11/2024 par DEKRA ;- Dossier de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge - compte rendu Q19 du 06/09/2024 par DEKRA. <p>Le rapport quadriennal mentionne plusieurs limites de vérification faute notamment de données et de moyens d'accès sécurisé à certains équipements. Il relève 17 anomalies électriques dont 15 récurrentes.</p> <p>Le compte rendu Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, du fait du dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel.</p> <p>Le compte rendu Q19 ne relève aucune anomalie.</p> <p>L'exploitant déclare qu'un prestataire va être sollicité pour corriger les défauts.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : l'installation électrique n'est pas maintenue en bon état et peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Périodicité du contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance des émissions.</p> <p>Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : l'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques.</p> <p>Document consulté :</p> <p>- Rapport d'essais - contrôle réglementaire - Mesures de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère du 05/03/2024 par la société DEKRA.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 est satisfait.</p> <p>Toutefois, la fréquence annuelle n'est pas respectée étant donné que le dernier contrôle date de plus de 12 mois.</p> <p>L'exploitant déclare que l'organisme de contrôle est intervenu fin avril 2025 mais qu'il ne dispose pas encore du rapport.</p>

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport du contrôle des rejets atmosphériques réalisé en avril 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : VLE des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 38 et 57
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 38 Points de mesures. Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives. Article 57 Emissions dans l'air. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange. L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés. [tableau non reproduit] [...]
Constats : Document consulté : - Rapport d'essais - contrôle réglementaire - Mesures de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère du 05/03/2024 par la société DEKRA. Les mesures réalisées sur les deux points de rejet du traitement de surface dénommés « zinc attache tonneaux » et « zinc phosphatation tonneaux » ne relèvent pas de dépassement des valeurs limites d'émission des paramètres mesurés (la conclusion du rapport est à revoir du fait d'une erreur sur l'unité de concentration considérée).

Néanmoins, l'organisme relève des écarts par rapport à la norme (section de mesurage et méthodologie de mesure) pour les deux conduits des deux chaînes de traitement, qui sont susceptibles d'avoir des impacts sur les résultats des mesures de concentrations obtenus.

Constat : les mesures réalisées sur les rejets atmosphériques en 2024 présentent des écarts à la norme applicable à la section de mesurage et à la méthodologie de mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Systèmes de captation des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Dispositions générales.

Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.

[...]

Constats :

L'inspection constate la présence de deux centrales d'aspiration de l'air dans l'atelier de traitement de surface. Notamment, sur la chaîne de phosphatation, quelques tuyaux d'évacuation sont positionnés sur le rebord de certaines cuves. Lors de la visite, l'exploitant indique que l'aspiration n'est pas en service car aucune opération n'est effectuée sur cette chaîne. Il actionne la mise en marche de l'aspiration pour montrer qu'elle fonctionne.

L'inspection s'interroge sur l'efficacité du système d'aspiration des bains au regard du positionnement des gaines et de l'odeur de produit chimique qui règne dans l'atelier.

Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un document (schéma par exemple) décrivant les systèmes de captation des vapeurs et gaz émis par les bains des trois chaînes de traitement de surface et n'est pas en mesure d'en justifier ni le dimensionnement ni l'efficacité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Consommation d'eau annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.1.1

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Nappe phréatique: 5500 m3.

ARTICLE 8.2.2

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre.

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : L'exploitant transmettra le calcul et les justificatifs de la consommation annuelle d'eau de son installation.

En préparation de la présente visite, l'inspection consulte l'application GEREP : aucune donnée n'a été enregistrée en 2024 pour la thématique eau (déclaration en cours à 80%).

L'exploitant déclare qu'il n'a pas connaissance d'un compteur d'eau installé sur la pompe du forage dont l'eau est utilisée dans le process industriel. Il n'est pas en mesure de justifier la consommation d'eau de forage.

Le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 n'est pas satisfait.

Constat : L'installation de prélèvement d'eau souterraine (forage) n'est pas munie d'un dispositif de mesure totalisateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Échangeurs de chaleurs des bains
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024
Prescription contrôlée : [...] <p>Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> [...]
Constats : Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : le bon fonctionnement de l'asservissement de l'arrêt du chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve n'est pas testé régulièrement, et au moins chaque semaine. Dans l'atelier, l'exploitant déclare que deux bains de la chaîne « zinc bain mort » sont chauffés par résistance électrique : <ul style="list-style-type: none"> - décapage (bain d'acide chlorhydrique à 50%) ; - dégraissage électrolytique. Il indique que seule la cuve de dégraissage électrolytique est équipée d'une sonde de niveau bas dont le mise en défaut déclenche l'arrêt du chauffage des deux bains précités. Il indique procéder à la vérification du bon fonctionnement de l'asservissement une fois par semaine mais ne tient aucun registre.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant procède au test de vérification du fonctionnement de l'asservissement en ôtant la sonde du bain de dégraissage électrolytique : les voyants sur l'armoire de commande électrique de la chaîne ne changent pas d'état. Le test n'est pas concluant.

Le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 n'est pas satisfait.

Constat : le bain de décapage chimique de la chaîne « zinc bain mort », chauffé par une résistance électrique, ne dispose pas de sonde de niveau bas déclenchant l'arrêt du chauffage du bain. L'asservissement du chauffage des bains de la chaîne « zinc bain mort » à la sonde de niveau bas du bain de dégraissage électrolytique, chauffé par une résistance électrique, ne fonctionne pas. L'exploitant ne tient pas de registre des vérifications au moins hebdomadaires des dispositifs d'asservissement du chauffage des bains au niveau bas de liquide dans les cuves.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2024

Prescription contrôlée :

[...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 : les cuves de traitement de surfaces ne portent pas en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Dans l'atelier de traitement de surface, l'inspection constate qu'aucune cuve des trois chaînes n'est identifiée. L'exploitant indique que les opérateurs se basent sur le plan de la chaîne apposé près de l'armoire de commande électrique et sur leur connaissance du process du fait de leur ancienneté dans l'entreprise.

L'inspection note que le plan affiché pour la chaîne "zinc bain mort" n'est pas à jour puisqu'il matérialise deux cuves de décapage chimique alors qu'il n'y en a qu'une.

Le constat de la visite d'inspection précédente du 20/03/2024 est maintenu.

Constat : les cuves des trois chaînes de traitement de surface ne portent pas, en caractères très lisibles, le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.

<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de l'atelier (échelle 1/200) ; - volume des bains (tableur) ; - plans des cuves des trois chaînes de traitement. <p>L'exploitant n'a pas procédé au recensement des parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, notamment les locaux de stockage de liquides inflammables et avec risque de défaillance électrique.</p> <p>Le plan de l'atelier ne matérialise pas les zones de danger.</p> <p>En outre, il n'est pas à jour notamment sur l'emplacement des cuves de brunissage, d'une future chaîne d'oxydation anodique, de la zone de stockage abritée des "big-bag" de boues, du local de stockage des produits dangereux.</p> <p>Les plans des trois chaînes ne mentionnent pas le volume maximum, le pH, la concentration et la composition des produits actifs.</p> <p>Constat : aucun plan de l'atelier de traitement de surface matérialisant les zones de danger n'est disponible et le plan présenté n'est pas à jour. Les plans des cuves des trois chaînes de traitement de surface ne comportent pas tous les éléments requis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 11 : Compatibilité des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Documents consultés (transmis par courriel du 06/05/2025) :

- fiche de sécurité du Porta 79-15 détergent spécial nettoyant freins du 12/06/2015 ;
- fiche de données de sécurité du Galva Procast super brillant du 25/05/2023.

Ces deux produits sont inflammables.

Sur le terrain, l'inspection constate, au local de stockage des produits dangereux, que deux liquides inflammables (Porta 79-15 détergent spécial nettoyage et Zylite HT brightener plus (BC)) sont stockés avec des produits corrosifs sur une même étagère au droit d'une rétention commune.

La FDS du Porta 79-15 indique à la rubrique 10.1 que le produit peut entrer en réaction avec des agents d'oxydation.

Aucune règle ou consigne de compatibilité des produits n'est affichée dans le local.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la compatibilité des produits stockés sur une rétention commune dans le local de stockage des produits dangereux et les règles à appliquer ne sont pas affichées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

AM 09/04/2019 - Article 19

I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des

services d'incendie et de secours.

III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Document consulté (transmis par courriel du 06/05/2025) :

- fiche de sécurité du Porta 79-15 détergent spécial nettoyant freins du 12/06/2015 ;

Le détergent est un liquide inflammable à mention de danger H225. Il est stocké dans le local des produits dangereux attenant à l'atelier (voir point de contrôle précédent).

L'exploitant déclare que le site ne dispose d'aucun dispositif de détection automatique d'incendie.

La disposition réglementaire susvisée est applicable, selon l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 09/04/2019, aux installations existantes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 depuis le 01/07/2024.

Constat : aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) et dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

AP 14/04/2006 - Article 7.7.4

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'extincteurs adaptés.
[...]

AM 09/04/2019 - Article 14

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
[...];

b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]

Constats :

Documents consultés :

- rapport extincteur du 23/05/2024 par la société MOREAU INDUSTRIE ;
- compte rendu de vérification périodique Q4 du 30/05/2024 par MOREAU INDUSTRIE ;
- attestation de conformité à la règle APASD Q4 établie le 30/05/2024 par MOREAU INDUSTRIE.

Ces documents attestent de la conformité des dix extincteurs répertoriés sur le site dont sept dans l'atelier.

Par sondage, l'inspection examine l'étiquette apposée sur un extincteur à gaz (CO2) dans la zone de polissage : elle mentionne une vérification en mai 2024.

Dans l'atelier, l'inspection constate que l'accès à deux extincteurs (n°4 et n°5) est encombré par des palettes.

Constat : des extincteurs disponibles à l'atelier de traitement de surface ne sont pas facilement accessibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.2.2.

Thème(s) : Actions régionales, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection consulte le plan des réseaux d'eaux fourni par l'exploitant. La dernière mise-à-jour date du 26/07/2013. Dans la légende sont indiquées des eaux bichromatées, ces dernières n'existent plus. De plus, en se rendant sur le terrain l'inspection des installations classées constate la présence de regards non indiqués sur le plan L'inspection consulte également le plan de l'atelier qui matérialise aussi le réseau d'eau Ces plans ne matérialisent pas les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteurs, vannes de coupure...), les compteurs et les points de contrôle des rejets.</p> <p>Constat : le plan des réseaux est incomplet et n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.6.2.1.
Thème(s) : Actions régionales, Aménagement des points de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions</p>

<p>d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que le point prévu pour le prélèvement d'échantillons et les mesures de la qualité des rejets par un organisme extérieur est béant et relativement étroit. L'accessibilité au rejet n'est pas optimale.</p> <p>Constat : l'aménagement des points de prélèvement et des mesures de la qualité des rejets d'eaux ne semble pas permettre de garantir un accès aisé et sécurisé aux personnes intervenantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 16 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.6.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Section de mesure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées a pu observer le point prévu pour le prélèvement d'échantillons par un organisme extérieur. Au moment de l'inspection, l'eau à l'intérieur était stagnante.</p> <p>Le point de rejet n'est pas protégé et des eaux de ruissellement sont susceptibles de se mélanger aux eaux industrielles.</p> <p>En outre, le schéma des réseaux présenté fait figurer le branchement d'eaux venant de la société voisine ATAC PIECES AUTO.</p> <p>Cette situation peut générer une dilution des eaux rejetées et remettre en cause les résultats des analyses effectuées.</p> <p>Constat : au regard de la configuration des réseaux d'eaux, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la représentativité au point de prélèvement d'eaux industrielles par l'organisme extérieur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.4. et 8.1.1.
Thème(s) : Actions régionales, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.4. : "Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé."</p> <p>Article 8.1.1. : "Un préposé dûment formé contrôle les paramètres de fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Le préposé s'assure notamment de la présence des réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique que les eaux arrivant des bains de traitement de surface sont envoyées dans une première cuve où elles subissent une neutralisation par injection des réactifs « soude et acide » par le biais de pompes doseuses. Elles passent ensuite dans un second bac où du floculant est ajouté. L'effluent floculé est par la suite transféré dans un décanteur, les boues sont récupérées via un filtre presse et les eaux clarifiées sont envoyées dans une cuve pour une seconde neutralisation avant d'être rejetées dans le réseau.</p> <p>Les paramètres pH et température sont mesurés en continu via des sondes placées dans la première cuve (première étape de neutralisation) et dans la dernière cuve recevant les eaux clarifiées. Les sondes sont nettoyées deux fois par semaine, un planning de nettoyage affiché dans la station permet de tracer les jours où les nettoyages ont été effectués.</p> <p>Des contrôles visuels sont effectués quatre fois par jour afin de vérifier notamment les valeurs de pH et température, la quantité de lessive de soude dans le bac contenant le réactif « soude » ou encore l'état du filtre presse.</p> <p>Ces contrôles visuels et les éventuelles anomalies détectées ne sont pas tracés par écrit.</p> <p>L'exploitant indique qu'une alarme est installée afin de détecter d'éventuelles anomalies au niveau de la station de traitement, mais il n'est pas en mesure d'expliquer son fonctionnement et notamment ses paramètres de déclenchement.</p>

<p>L'exploitant indique également que le personnel intervenant sur la station de traitement ne dispose d'aucune formation.</p> <p>Constat : le personnel n'est pas formé à la conduite des installations de traitement des eaux. Il n'existe pas de registre recensant le suivi des principaux paramètres et les incidents de fonctionnement de la station de traitement. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le fonctionnement de l'alarme présente dans la station de traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 18 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46 II</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP 14/04/2006 - Article 8.2.3.1</p> <p>Les dispositions minimales d'auto surveillance suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débit : continu - pH : continu - Température : continu - Aluminium : journalière - Chrome trivalent : journalière - Chrome hexavalent : journalière - Cuivre : journalière - Fer : journalière - Nickel : journalière - Zinc : journalière <p>[...]</p> <p>AM 09/04/2019 - Article 46</p> <p>II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. [...]</p> <p>Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Documents consultés (transmis par courriel du 06/05/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tableaux d'autosurveillance de la qualité des rejets pour les mois de mai à décembre 2024. <p>Des tableaux de mesures plus récents n'ont pas pu être présentés à l'inspection des installations classées, la personne en charge de l'autosurveillance des rejets étant en arrêt de travail depuis fin avril 2025 et ne revenant que début juin.</p> <p>Sur les tableaux d'autosurveillance obtenus, la fréquence de surveillance de tous les paramètres est journalière, ce qui correspond aux prescriptions de l'arrêté pour la plupart des paramètres.</p> <p>Le pH, la température et le débit doivent être mesurés en continu. Sur le terrain, l'inspection des installations classées constate qu'une mesure en continu du pH, de la température et du débit sont réalisés au niveau des eaux traitées et prêtes à être rejetées.</p> <p>La fréquence d'autosurveillance de la qualité des rejets est respectée.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun système d'asservissement permettant l'arrêt des rejets en cas de dépassement de la valeur limite en pH n'est en place.</p> <p>Constat : Les instruments de mesures de la qualité de l'eau ne sont pas munis d'un système d'asservissement permettant l'interruption des rejets d'eau en cas de dépassement de la valeur limite d'émission en pH.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 19 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2008, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Valeurs limites d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 8.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés (transmis par courriel du 06/05/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport n°MS24-07209 bilan sur 24 heures du rejet d'eaux d'IDEALCHROME sur la période du 2 au 3 décembre 2024 par le laboratoire SGS ; - Rapport n°MS25-01828 REV01 bilan sur 24 heures du rejet d'eaux d'IDEALCHROME sur la période du 17 au 18 mars 2025 par le laboratoire SGS. <p>En comparant les résultats du laboratoire obtenus sur la période du 2 au 3 décembre 2024 aux résultats obtenus par l'exploitant sur la même période lors de l'autosurveillance de ses rejets, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une différence entre la température mesurée par l'exploitant (19°C le 02/12 et 20°C le 03/12) et

celle mesurée par le laboratoire (6,8°C) ;

- Une différence entre le pH mesuré par l'exploitant (8,10 le 02/12 et 8,20 le 03/12) et celui mesuré par le laboratoire (7,6) ;
- Une différence entre le débit journalier mesuré par l'exploitant (15 m³/j le 02/12 et 14 m³/j le 03/12) et celui mesuré par le laboratoire (23,6 m³/j) ;
- Une différence entre la concentration en zinc mesurée par l'exploitant (520 µg/l le 02/12 et 480 µg/l le 03/12) et celle mesurée par le laboratoire (6040 µg/l avec une incertitude élargie de 25% soit 1510 µg/l) ;
- Une différence entre la concentration en fer mesurée par l'exploitant (790 µg/l le 02/12 et 760 µg/l le 03/12) et celle mesurée par le laboratoire (2430 µg/l avec une incertitude élargie de 30% soit 729 µg/l) ;
- Que le laboratoire n'a pas analysé le chrome III et les phosphates rendant la comparaison impossible.

La fréquence trimestrielle a bien été respectée entre la réalisation des deux mesures comparatives. L'inspection a vérifié sur les rapports du laboratoire quand avait eu lieu la campagne de mesures comparatives précédant celle de décembre 2024 : elle a eu lieu en octobre 2024.

La personne s'occupant de l'autosurveillance étant en arrêt, l'interlocuteur pendant la visite n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection des installations classées où étaient réalisées les mesures d'autosurveillance, il n'est donc pas garanti que les mesures d'autosurveillance et comparatives soient réalisées au même endroit et soient, de fait, comparables.

De plus, les mesures comparatives sont réalisées en un point où se rejoignent les eaux industrielles traitées et les eaux de pluie, il existe donc un risque de dilution des eaux industrielles par les eaux de pluie, voire des eaux d'un site voisin (voir point de contrôle n°17).

Constat : Des écarts sont constatés entre les résultats obtenus par l'exploitant et ceux obtenus par le laboratoire agréé qui vient de manière trimestrielle réaliser des mesures comparatives. Il n'est pas certain que les mesures comparatives soient réalisées au même endroit que les mesures d'autosurveillance. Le laboratoire n'analyse pas tous les paramètres demandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 20 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2008, article 2

Thème(s) : Actions régionales, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Concernant les émissions de polluants aqueux, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes

du 1er octobre 2007 : [...].

Les valeurs limites d'émission en concentration pour les métaux sont contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 06/05/2025) :

- Tableaux d'autosurveillance de la qualité des rejets pour les mois de mai à décembre 2024 ;
- Rapport n°MS24-07209 bilan sur 24 heures du rejet d'eaux d'IDEALCHROME sur la période du 2 au 3 décembre 2024 par le laboratoire SGS ;
- Rapport n°MS25-01828 REV01 bilan sur 24 heures du rejet d'eaux d'IDEALCHROME sur la période du 17 au 18 mars 2025 par le laboratoire SGS.

Les résultats pour tous les paramètres du programme d'autosurveillance ont été consultés pour la période de mai à décembre 2024 (des résultats plus récents n'ayant pas pu être présentés, comme expliqué précédemment). Aucun dépassement n'a été constaté. Néanmoins, comme indiqué précédemment, la personne s'occupant de l'autosurveillance n'était pas présente pendant l'inspection, et l'interlocuteur pendant la visite n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection des installations classées où étaient réalisées les mesures présentées dans les tableaux. C'est pourquoi il n'est pas possible d'affirmer que les mesures sont bien représentatives de la qualité des rejets.

En revanche, la consultation des rapports de mesures comparatives réalisées par le laboratoire extérieur a mis en évidence les dépassements en concentration suivants :

- Dépassement pour le zinc sur la campagne de décembre 2024 (6 mg/l environ alors que la VLE est à 3 mg/l);
- Dépassement pour le zinc sur campagne de mars 2025 (4,5 mg/l environ alors que la VLE est à 3 mg/l).

Les flux journaliers ont été calculés par l'inspection des installations classées, par sondage pour le zinc et le fer, à partir des résultats d'autosurveillance sur le mois de décembre ainsi que des résultats des mesures comparatives pour les campagnes de décembre 2024 et mars 2025. Aucun dépassement de flux n'a été constaté.

Constat : Des dépassements de la valeur limite en concentration d'émission du zinc sont constatés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 8.3.1.
Thème(s) : Actions régionales, Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 8.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyses et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : La personne en charge de l'autosurveillance des rejets ne pouvant être présente lors de l'inspection, le suivi des résultats de mesures n'a pas pu être expliqué à l'inspection des installations classées. Constat : l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la méthode de suivi et d'analyse des résultats de mesure du programme d'autosurveillance des rejets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 22 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.13. & 8.2.3.1.
Thème(s) : Actions régionales, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Article 4.3.13. : « L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Tableau non reproduit. » Article 8.2.3.1. « Les mesures comparatives mentionnées à l'Article 8.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : Eaux pluviales avant rejet dans le milieu récepteur : - DBO5 : annuelle - DCO : annuelle - MES totales : annuelle - Hydrocarbures totaux : annuelle »
Constats : L'exploitant indique qu'à sa connaissance aucune analyse des rejets en eaux pluviales n'est réalisée.

Constat : les rejets d'eaux pluviales ne sont pas analysés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours